

126^e séance

Annexes

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Jean-Claude Sandrier et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi relative à l'extension du droit à réparation à tous les pupilles de la nation, orphelins de guerre ou du devoir.

Cette proposition de loi, n° 3623, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi relative à la prise en charge médicale et aux droits des personnes atteintes de troubles mentaux.

Cette proposition de loi, n° 3624, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Jean-Marie Le Guen, une proposition de loi visant à réduire le taux de graisses « trans » dans les aliments transformés destinés au commerce ou à la restauration.

Cette proposition de loi, n° 3625, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Charles de Courson et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi visant à autoriser la création de zones franches rurales.

Cette proposition de loi, n° 3626, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Martial Saddier et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi visant à encadrer les délais de paiement dans la sous-traitance industrielle.

Cette proposition de loi, n° 3627, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de Mme Marcelle Ramonet, une proposition de loi portant création d'une médaille des activités sociales, caritatives et humanitaires.

Cette proposition de loi, n° 3628, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de Mme Marcelle Ramonet, une proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs face à la propagation de la pornographie sur internet.

Cette proposition de loi, n° 3629, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Bernard Debré, une proposition de loi relative à l'institution d'une communauté urbaine incluant Paris.

Cette proposition de loi, n° 3630, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Bernard Debré, une proposition de loi relative à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseillers d'arrondissement.

Cette proposition de loi, n° 3631, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Denis Jacquat, une proposition de loi relative au versement de l'aide personnalisée au logement.

Cette proposition de loi, n° 3632, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Jean-Claude Decagny, une proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes âgées à l'égard du démarchage.

Cette proposition de loi, n° 3633, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de Mme Chantal Brunel, une proposition de loi tendant à rendre obligatoires le tri et la collecte sélective des déchets ménagers dans les communes de plus de 1 000 habitants.

Cette proposition de loi, n° 3634, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de Mme Marcelle Ramonet, une proposition de loi tendant à instaurer une déclaration officielle lors du transfert de garde d'un chien dangereux.

Cette proposition de loi, n° 3635, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de Mme Marcelle Ramonet, une proposition de loi tendant à renforcer l'information des consommateurs sur les composants cancérigènes des cigarettes.

Cette proposition de loi, n° 3636, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Jacques Briat, une proposition de loi portant revalorisation des retraites agricoles par la création de la taxe de valorisation sociale agricole.

Cette proposition de loi, n° 3637, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de Mme Marcelle Ramonet, une proposition de loi visant à intégrer une obligation d'information des enfants en milieu scolaire sur l'hygiène alimentaire, la préparation des aliments et l'équilibre des menus et à organiser le dépistage des troubles du poids chez l'enfant.

Cette proposition de loi, n° 3638, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de Mme Marcelle Ramonet, une proposition de loi visant à accorder la dispense de droit d'entrée dans les musées nationaux et établissements muséographiques de l'armée et de la mémoire combattante placés sous la responsabilité de l'État, aux titulaires de la carte du combattant.

Cette proposition de loi, n° 3639, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et Jean Le Garrec et plusieurs de leurs collègues, une proposition de loi visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches.

Cette proposition de loi, n° 3645, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE RÉOLUTION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Philippe-Armand Martin (Marne), rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, une proposition de résolution sur la réforme du secteur vitivinicole européen, déposée en application de l'article 151-1 du règlement.

Cette proposition de résolution, n° 3644, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Didier Quentin, un rapport, n° 3640, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Didier Quentin, un rapport, n° 3641, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer.

DÉPÔT DE RAPPORTS EN APPLICATION D'UNE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 25 janvier 2007, de M. le Premier ministre, en application de l'article L. 1142-10 du code de la santé publique, le rapport annuel au Parlement et au Gouvernement de la commission nationale des accidents médicaux.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 janvier 2007, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport relatif à la mise en application de la loi de programme n° 2006-450 du 18 avril 2006 pour la recherche.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. le Premier ministre, en application de l'article 12 de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel, le rapport d'activité 2005/2006 du Conseil national de la jeunesse.

DÉPÔT DE RAPPORTS D'INFORMATION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de Mme Arlette Franco, un rapport d'information, n° 3642, déposé par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'organisation et le financement du sport en Europe.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 janvier 2007, de M. Philippe-Armand Martin (Marne), un rapport d'information, n° 3643, déposé par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme du secteur vitivinicole européen (Com [2006] 319 final/E 3184).

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI MODIFIÉE PAR LE SÉNAT

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 janvier 2007, transmise par M. le président du Sénat, une proposition de loi, modifiée par le Sénat, visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation.

Cette proposition de loi, n° 3622, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

ORDRE DU JOUR ÉTABLI EN CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

(Réunion du mardi 30 janvier 2007)

L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra du mardi 30 janvier 2007 au jeudi 15 février 2007 inclus a été ainsi fixé :

Mardi 30 janvier 2007 :

Le matin, à 9 h 30 :

Questions orales sans débat.

L'après-midi, à 15 heures :

Questions au Gouvernement ;

Discussion du projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort (nos 3596-3611).

Le soir, à 21 h 30 :

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (nos 3460-3604-3613).

Mercredi 31 janvier 2007 :

Le matin, à 9 h 30 :

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération

suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers (n^{os} 3195-3606) ;

Discussion du projet de loi autorisant l'approbation du protocole à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique (ensemble neuf annexes) (n^{os} 3156-3605) ;

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation des accords sous forme d'échange de lettres relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne entre le Gouvernement de la République française et les territoires dépendants et associés du Royaume-Uni et des Pays-Bas (n^{os} 3352-3616) ;

Discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière francoluxembourgeoise suite, d'une part, à la convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et, d'autre part, à la convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest (n^{os} 3551-3617) ;

(Ces quatre derniers textes faisant l'objet d'une procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107.)

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (n^{os} 3460-3604-3613).

L'après-midi, à 15 heures :

Questions au Gouvernement ;

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (n^{os} 3460-3604-3613).

Le soir, à 21 h 30 :

– Suite de l'ordre du jour de l'après-midi.

Judi 1^{er} février 2007 :

Le matin, à 9 h 30 et l'après-midi, à 15 heures :

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (n^{os} 3460-3604-3613).

Mardi 6 février 2007 :

Le matin, à 9 h 30 :

Ordre du jour proposé par le groupe socialiste.

(Séance d'initiative parlementaire.)

L'après-midi, à 15 heures :

Questions au Gouvernement ;

Discussion, sur le rapport de la commission mixte paritaire, du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament ;

Discussion du projet de loi modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal (n^o 2277 rectifié) ;

Discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n^o 2006-637 du 1^{er} juin 2006 portant refonte du code de justice militaire (partie législative) et modifiant le code de la défense et le code de justice militaire (n^o 3275) ;

Discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense.

Le soir, à 21 h 30 :

Discussion du projet de loi relatif à la commission nationale consultative des droits de l'homme (n^o 3407).

Mercredi 7 février 2007 :

L'après-midi, à 15 heures :

Questions au Gouvernement ;

Éventuellement, discussion, sur le rapport de la commission mixte paritaire, du projet de loi organique, adopté par le Sénat, portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;

Éventuellement, discussion, sur le rapport de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;

Discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, instituant la fiducie (n^o 3385) ;

À 18 h 30 :

Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes.

Le soir, à 21 h 30 :

Discussion du projet de loi, adopté avec modifications en deuxième lecture par le Sénat, relatif à la fonction publique territoriale (n^o 3547).

Judi 8 février 2007 :

Le matin, à 9 h 30 :

Discussion de la proposition de loi de M. Émile Blessig et plusieurs de ses collègues visant à réformer l'assurance de protection juridique (n^o 3520).

(Séance d'initiative parlementaire.)

Mardi 13 février 2007 :

Le matin, à 9 h 30 :

Questions orales sans débat.

L'après-midi, à 15 heures :

Questions au Gouvernement ;

Discussion du projet de loi, adopté avec modifications en deuxième lecture par le Sénat, relatif à la prévention de la délinquance (n^o 3567).

Le soir, à 21 h 30 :

Suite de l'ordre du jour de l'après-midi.

Mercredi 14 février 2007 :

Le matin, à 9 h 30 :

Suite de la discussion du projet de loi, adopté avec modifications en deuxième lecture par le Sénat, relatif à la prévention de la délinquance (n^o 3567).

L'après-midi, à 15 heures :

Questions au Gouvernement ;

Suite de l'ordre du jour du matin.

Le soir, à 21 h 30 :

Suite de l'ordre du jour de l'après-midi.

Judi 15 février 2007 :

Le matin, à 9 h 30, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

– *Sous réserve de sa transmission*, discussion du projet de loi instituant un droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale.

**TEXTES SOUMIS EN APPLICATION
DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

Transmissions

M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

Communications du 25 janvier 2007

- E 3422. – Proposition de règlement du Conseil relatif aux contrôles, par les États membres, des opérations faisant partie du système de financement par le Fonds européen agricole de garantie (Version codifiée) (COM [2006] 0813 final).
- E 3423. – Proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (COM [2006] 0822 final).
- E 3424. – Rapport de la Commission au Conseil sur le régime de contingentement pour la production de féculé de pomme de terre. Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1868/94 instituant un régime de contingentement pour la production de féculé de pomme de terre (COM [2006] 0827 final).

E 3425. – Proposition de règlement du Conseil portant modification du règlement (CE) n° 601/2004 du Conseil du 22 mars 2004 fixant certaines mesures de contrôle applicables aux activités de pêche dans la zone de la convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, et abrogeant les règlements (CEE) n° 3943/90, (CE) n° 66/98 et (CE) n° 1721/1999 (COM [2006] 0867 final).

E 3426. – Décision-cadre 200.../.../JAI du Conseil du... concernant la reconnaissance et la surveillance des peines assorties du sursis avec mise à l'épreuve et des peines de substitution (5325/07).

E 3427. – Projet d'accord entre Europol et l'Australie (5129/06).

Communications du 29 janvier 2007

E 3428. – Proposition de règlement du Conseil modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (COM [2006] 0861 final) ;

E 3429. – Proposition de décision du Conseil portant modification de la décision 2001/822/CE du Conseil relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté européenne (COM [2007] 0011 final).

ANALYSE DU SCRUTIN

126^e séance

SCRUTIN n° 1083

sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur.

Nombre de votants :	63
Nombre de suffrages exprimés :	63
Majorité absolue :	32
Pour l'adoption :	13
Contre :	50

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe UMP (361) :

Pour : 2. – MM. Philippe **Auberger** et Jacques **Bobé**.

Contre : 50 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Non-votant(s) : M. Jean-Louis **Debré** (président de l'Assemblée nationale).

Groupe socialiste (150) :

Pour : 8 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Non-votant(s) : M. René **Dosière** (président de séance).

Groupe UDF (29) :

Pour : 1 membre du groupe, présent ou ayant délégué son droit de vote.

Groupe des député-e-s communistes et républicains (22) :

Pour : 2 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Non-inscrits (12).

Mises au point au sujet du présent scrutin

(Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du règlement de l'Assemblée nationale)

MM. Philippe **Auberger** et Jacques **Bobé**, qui étaient présents au moment du scrutin ou qui avaient délégué leur droit de vote, ont fait savoir qu'ils avaient voulu voter « contre ».

